

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2018)
Heft: 2

Artikel: La France : un partenaire stratégique pour la Suisse
Autor: Penseyres, Nicolas
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-823339>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La patrouille de France (PAF) survole les champs Élysées lors du défilé du 14 juillet 2017.

Toutes les photos © Nicolas Penseyres

International

La France : Un partenaire stratégique pour la Suisse

Plt Nicolas Penseyres

Stagiaire académique auprès de l'Attaché de défense à Paris durant l'année 2017

Les forces armées françaises sont aujourd'hui un peu partout et font preuve d'une efficacité reconnue par tous leurs partenaires militaires et civils. Cet article affiche la modeste ambition d'offrir un court aperçu de ce système militaire imposant, de sa culture militaire très riche, des opérations de guerre menées au quotidien et enfin des défis futurs qui touchent et toucheront la France à l'avenir.

La France entretient une coopération étroite avec la Suisse et est culturellement très proche de la partie francophone de la Suisse, sans ne lui ressembler fondamentalement. En fait, la relation bilatérale est souvent marquée par un esprit constructif de « compétition positive. » Quand on entend parler de la France chez nous, les sujets tournent souvent autour des problèmes politiques et sociétaux, de la sécurité intérieure ou du climat post-attentats. Bien souvent nous oublions que la France est un pays en guerre.

La France mène sur plusieurs théâtres d'opérations une guerre contre des factions islamistes qui menacent la liberté et la souveraineté de plusieurs Etats. Cette confrontation est entrée dans une nouvelle phase depuis les attentats qui ont secoué le pays en 2015 et en 2016. L'engagement français actuel met à contribution 30'000 militaires en permanence, que ce soit sur le territoire national ou à l'étranger. Pour combien de temps encore ? Les experts répondront à cette question par autant de détermination que de préoccupation, car les armées françaises sont aujourd'hui à 100 % de leurs capacités et risquent la surchauffe.

Les forces armées françaises : Un outil de défense complet

La France, contrairement à une majorité de pays européens, continue à entretenir des capacités militaires s'étalant sur l'ensemble du spectre d'engagement de la force. Ses trois forces principales sont organisées en trois

armées complémentaires : l'Armée de Terre, l'Armée de l'Air et la Marine nationale. Chaque armée dispose de ses propres écoles, de ses propres centres de doctrine, de prospective et de pilotage militaire-stratégique. Ce qui peut paraître très lourd comme administration à première vue, offre en retour des possibilités accrues de développement aux « forces, » au sein de leurs sphères d'opérations respectives.

Elles sont regroupées au sein du Ministère de Armées (dénomination ayant été réintroduite sous la présidence de Monsieur Emmanuel Macron ; anciennement le Ministère de la Défense¹) qui compte un total de 263'000 collaborateurs.² L'Etat-major des Armées (EMA) est en charge de la coordination des trois Armées et du pilotage militaire-stratégique de ces dernières sous l'autorité du Chef d'état-major des Armées (CEMA). À cela s'ajoutent les services spécialisés dans l'administration (Secrétariat général pour l'administration, SGA), la logistique (Service de Santé des Armées, SSA ; Service des essences des Armées, SEA), la recherche & développement, ainsi que l'acquisition (Délégation générale pour l'armement, DGA), et pour finir, le renseignement (Direction du renseignement militaire, DRM ; Direction générale de la sécurité extérieure, DGSE). Le chef suprême, quand il en va de l'emploi de la force armée, est le Président de la République, comme le prévoit la constitution de la V^{ème} République, en tant que Chef des armées (similaire au modèle américain du « commander in chief »).

L'Armée de Terre est de loin la plus grande des 3 forces avec un effectif total de 106'000 personnes (dont une force opérationnelle terrestre (FOT) de 77'000 militaires

¹ Pour une interprétation de ce changement de nom, voir Goya, Michel : « Ministre désarmée », in : La voie de l'épée. Blog en ligne, site internet, <https://lavoiedelepee.blogspot.fr/2017/05/ministre-des-armees.html>, 2017, (consulté 10.01.2018).

² Armée de Terre : « Présentation », site internet, <http://www.defense.gouv.fr/terre/l-armee-de-terre/presentation/proteger-les-francais-ici-et-la-bas-au-sol-et-pres-du-sol>, (consulté le 10.01.2018).



La France a modifié plusieurs de ses lance-roquettes multiples (LRM) en lance-roquettes unitaires (LRU) afin de se mettre en conformité avec la convention de Dublin sur les munitions à sous-munitions.

projetable).³ De par le nombre de ses effectifs et de ses régiments, elle fait en outre office de socle aux capacités des armées. Gigantesque boîte à outil, cette armée est organisée en régiments très distincts et aux valeurs et traditions bien plus soulignées qu'en Suisse. Certains régiments peuvent ainsi se référer à plus de quatre siècles d'Histoire militaire, ce qui suscite des vocations et des exemples de courage pour les militaires qui y servent. Et pourtant, ce fort attachement régimentaire n'est aucunement un frein à l'intégration et au mélange des forces en vue de l'engagement. Les Français ont ainsi développé un système de « génération de forces » très audacieux, leur permettant de mettre sur pied des formations d'engagement spécifiques à chaque mission, mais suivant une systématique bien rodée.⁴ Les « GTIA » (groupements tactiques interarmes, niveau bataillonnaire) et les « SGTIA » (sous-groupements tactiques interarmes, niveau unitaire) en sont des exemples parfaits. Ainsi la doctrine est qu'un certain régiment « arme » le GTIA, c'est-à-dire lui fournisse l'état-major et une majorité d'unités de manœuvres, tandis que d'autres régiments peuvent renforcer la formation par l'envoi de compagnies de manœuvres, d'appui ou de soutien.

La France dispose dans le domaine terrestre de certaines capacités assez rares en Europe. Citons en exemple le 1^{er} régiment d'artillerie (1^{er} RA), qui met en œuvre depuis 2016 des lance-roquettes unitaires (LRU), capables de tirer des projectiles, guidés ou non, à plus de 70km ou encore la gestion coordonnée de l'ensemble des moyens

aériens de cette armée au sein de l'Aviation légère de l'Armée de Terre (ALAT), permettant l'application de la doctrine de « l'aérocombat. »⁵

La restructuration de l'Armée de Terre française au cours de l'année 2016, suivant le modèle « Au contact, » a redynamisé toute l'organisation. Des unités ont été supprimées, d'autres fusionnées, créées ou recrées, mais la principale différence réside dans la plus grande spécialisation des commandements et l'articulation de la totalité des brigades de combat en deux divisions, les 3^e et 1^{re} divisions. Ceci démontre entre autres aussi la volonté d'être en mesure de mener des opérations de haute intensité y compris avec l'engagement coordonné de plusieurs brigades sous la conduite de l'état-major de division.

L'Armée de l'Air quant à elle concentre en son sein des capacités variées, telles que la reconnaissance aérienne, l'engagement air-sol, la supériorité aérienne, le transport stratégique et la mise en œuvre de la composante aérienne de la dissuasion nucléaire (Forces aériennes stratégiques, FAS). Le système d'armes *Rafale*, fleuron de cette armée, fait également office de carte de visite pour la France et son industrie de défense. Le puissant Commandement des opérations aériennes et de la défense aérienne (CDAOA) rassemble à Mont-Verdun près de Lyon un gigantesque centre de commandement, capable de mener tous les engagements aériens sur le territoire national ainsi que leur engagement ou leur suivi à l'étranger dans le cadre d'opérations extérieures.

3 Ibid.

4 Pour une mise en perspective du système français avec la Suisse notamment, voir Vautravers, Alexandre : « La génération des forces mécanisées » in : *Military Power Review* N° 2, 2015, p. 27-32.æ

5 Cette doctrine n'est rien d'autre que le fait de penser l'engagement des hélicoptères dans le prolongement des actions terrestres.

Enfin ce modèle d'armée est complété par la Marine nationale, donnant la possibilité à l'État français de croiser au large de ses nombreux territoires d'outre-mer et dans ses zones de responsabilités. Le fait que la France dispose de 3 bâtiments de projection et de commandement (BPC de classe *Mistral*) lui permet d'entretenir une capacité de projection « robuste » et d'appui aux opérations amphibies. Ces navires impressionnants sont en effet à la fois des porte-hélicoptères (capacité d'emport de 16 hélicoptères), mais aussi des navires de transport de troupes (capacité d'accueil de 400 militaires ou 1 compagnie de chars au complet), des navires de soutien (logistique, sanitaire et évacuation de personnels) et des plateformes de commandement. Les sous-marins d'attaque (SNA) et les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) permettent d'assurer quant à eux la mise en œuvre de la composante maritime de la dissuasion nucléaire (Forces océaniques stratégiques, FOST). Finalement, le groupe aéronaval (GAN), qui a pour navire amiral le porte-avions à propulsion nucléaire *Charles de Gaulle*, ajoute à l'ensemble une portée très symbolique.

Une armée fortement engagée

Force est de constater que la France est présente partout dans le monde. Elle garde grâce à ses possessions d'outre-mer un ancrage sur tous les continents et les océans que compte notre planète, à l'exception de l'Arctique. Cela donne à la France une capacité de rayonnement très importante, une réactivité opérationnelle et de gestion de crise assez exceptionnelles, lui permettant de jouer un rôle là où elle l'entend et de faire des efforts principaux là où elle en ressent le besoin. Mais cet état de fait est aussi et avant tout un devoir : la France a la responsabilité d'assurer la souveraineté sur son territoire et sur l'espace maritime qui est sous sa juridiction.

Le fait est que les forces armées françaises sont engagées de manière intensive depuis plusieurs années. Entre les opérations intérieures, les opérations extérieures, les forces prépositionnées, les forces de souveraineté et les opérations de circonstances, la France a beaucoup de militaires « sur le terrain. » Les opérations se sont non seulement multipliées, mais ont également gagné en intensité. Les opérations d'interposition et de stabilisation ont laissé la place aux opérations coercitives, à l'image de la chasse aux groupes armés terroristes (GAT) menée au Sahel et le bombardement des forces paramilitaires de l'organisation « Etat islamique » en Irak et en Syrie. Mais ce changement de paradigme a aussi été accompagné par une croissance impressionnante des zones à couvrir : aujourd'hui la surface devant être couverte par l'opération BARKHANE⁶ (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad) est aussi grande que l'Europe ; son extension d'Est en Ouest correspond à la distance Paris-Kiev ; et doit être couverte par 4 000 militaires français.

Ces changements sur le terrain ont fortement éprouvé l'organisation des armées et le maintien en condition des matériels. Ainsi, les organigrammes rigides issus de la guerre froide ont laissé leur place à la constitution de « Task Force, » de groupes de combats, de détachements spécialisés, alliant tous flexibilité et expertise. Le remplacement des matériels est néanmoins moins rapide que le changement de procédés et les armées sont donc fortement mises à l'épreuve dans le domaine logistique, afin de permettre le déploiement et l'exploitation de systèmes modernes et de systèmes vétustes (rarement compatibles) dans des environnements très hostiles (présence adverse et conditions climatiques extrêmes). À titre d'exemple, un véhicule blindé de l'avant (VAB) ; ce véhicule constitue le « cheval de trait » de l'Armée de Terre depuis 40 ans et a souvent deux fois l'âge de son conducteur ; qui est projeté au Sahel ne va dans la majorité des cas jamais remonter en France et finira ses jours en Afrique.⁷

Gardons-nous bien d'oublier la dimension qui mérite sans doute le plus d'attention dans ce cadre : le facteur humain. Malheureusement, la mort de soldats en opérations revient à chaque fois rappeler à la France qu'elle mène des opérations de guerre ou plus communément « fait la guerre. » Le sacrifice de ces soldats est aujourd'hui facilement oublié dans la masse d'informations qui touche le citoyen français et dans les tractations politiques du quotidien. En tant que militaire suisse, ceci doit nous rappeler pourquoi nous nous entraînons et ce que cela implique « d'y aller pour de vrai. » Il est donc de notre devoir de montrer un profond respect envers ces hommes et femmes qui ont connu et qui connaissent tous les jours l'expérience du feu.

La France, son expertise stratégique et opérationnelle

Beaucoup de « think tanks » et d'instituts spécialisés se sont développés en France dans le domaine de la recherche stratégique, du développement des forces armées et de la sécurité internationale. La majorité d'entre eux se concentrent dans la capitale française : Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), Institut français des relations internationales (Ifri), Fondation pour la recherche stratégique (FRS), Institut de relations internationales et de stratégie (IRIS) et l'Institut des Hautes études de défense nationale (IHEDN). Les associations spécialisées viennent compléter cette communauté de « sympathisants de la défense, » proposant des visites, des conférences, des ateliers ou bien même des publications. Une d'entre elles est particulièrement importante de par sa taille (2 000 adhérents⁸), dynamique et « jeune, » à la fois de par son âge moyen peu élevé, mais aussi par sa capacité à penser l'innovation. Il s'agit de l'Association nationale

6 Pour les détails sur l'opération, voir Ministère des Armées : « Opération BARKHANE, » site internet, <http://www.defense.gouv.fr/operations/operations/sahel/dossier-de-presentation-de-l-operation-barkhane/operation-barkhane#>, (consulté le 10.01.2018).

7 Pour un très bon résumé des opérations françaises en Afrique depuis 50 ans et leur évolution, voir État-major de l'Armée de Terre : 50 ans d'Opex en Afrique (1964-2014). CDEF/DREX/B. RECH, Collection Cahier du Retex, Paris, 2015

8 ANAJ-IHEDN : « Présentation », site internet, <http://www.anaj-ihedn.org/presentation/>, (consulté le 19.01.2018).

des auditeurs jeunes de l'IHEDN (ANAJ-IHEDN).

La recherche stratégique est par conséquent un domaine qui produit un grand nombre de travaux d'intérêt pour les pays voisins de la France. Cette expertise au niveau institutionnel a été démontrée en 2017 avec la rédaction en un court laps de temps (un peu plus de 5 mois) d'un état des lieux stratégique, ordonné par le Président de la République nouvellement élu, Emmanuel Macron, afin de préparer la loi de programmation militaire 2019-2025 (LPM). Prenant la forme d'un rapport d'une petite centaine de pages, la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017*⁹ analyse en trois chapitres et de manière consécutive l'évolution des conflits, le cadre international et le développement de nouvelles capacités ayant le potentiel d'initier des ruptures stratégiques et enfin les conséquences que cela a en terme de capacités opérationnelles pour les armées françaises. Ce document est à la fois un catalogue des ambitions de la France en matière de défense, mais constitue également une analyse poussée des dynamiques actuelles au niveau international.

À côté du domaine académique, la recherche prospective et les réflexions doctrinales engagées par les armées françaises sont également très nombreuses. Le retour des militaires après opérations permet d'accompagner la réflexion pour le développement et l'achat de nouveaux équipements, la formation des militaires, le commandement et l'organisation des formations d'engagement. Le Centre de doctrine et d'enseignement au commandement (CDEC) contribue à cette recherche prospective au sein de l'Armée de Terre avec des publications et des réflexions poussées sur la doctrine et l'emploi des forces. D'ailleurs ce dernier a rendu possible la publication à la fin de l'année 2016 d'un document prospectif sur l'engagement dans la sphère d'opération terrestre à l'horizon 2030-2040 : *Action terrestre future*.¹⁰

Les défis et les développements futurs

À côté de la forte sollicitation des matériels et des personnels militaires déjà énumérée, il existe différents domaines auxquels le Ministère des Armées et plus largement la politique s'intéresse : La Délégation générale pour l'armement (DGA) s'intéresse en particulier au stockage et à la protection des données (secteur qui sera amené à s'agrandir considérablement dans un avenir proche), à l'utilisation de l'intelligence artificielle et aussi aux armes hypersoniques (armes dont la vitesse de croisière oscille entre Mach 7-9) et qui seraient un sérieux danger pour tous les vecteurs de la dissuasion nucléaire.

Les armées ont en outre l'ambition de se soumettre à une digitalisation accrue, permettant l'interopérabilité des forces et une plus grande flexibilité (en somme on parle de « faire plus avec moins »). Le programme *Scorpion*¹¹ doit

⁹ Présidence de la République, Ministère des Armées : *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017*. DICOD, Paris, 2017.

¹⁰ Etat-major de l'Armée de Terre : *Action terrestre future*. Paris, 2016.

¹¹ Pour un excellent dossier sur ce programme, voir Armée de



Une maquette du porte-avions à propulsion nucléaire *Charles de Gaulle*, fer de lance de la Marine nationale.



On peut lire l'inscription « Mossoul » sur l'un des canons présentés à l'entrée du camp du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique (68^e RAA), nous rappelant le rôle joué par les militaires français dans les combats pour libérer l'Irak. Ce régiment a été le premier à armer la « Task force » d'artillerie française « Wagram » en Irak à partir de septembre 2016.

par exemple rendre ce souhait réalité, avec l'équipement progressif de l'Armée de Terre en nouveaux véhicules, radios et équipements individuels à partir de 2018 et jusqu'à l'horizon 2030. L'observation faite en 2016 dans ATF¹² est que les armées doivent regagner en masse.

Terre : « Scorpion », site internet, <https://www.defense.gouv.fr/terre/equipements/a-venir/scorpion/presentation>, (consulté le 19.01.2018).

¹² Le texte avance en outre trois considérations d'ordre général



Un véhicule de l'avant blindé (VAB), ici en configuration anti-aérienne, avec un canon de 20mm, et portant l'emblème du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique (68^e RAA).



Le char de combat *Leclerc*, fer de lance du combat terrestre, lors du défilé du 14 juillet 2017 sur les Champs-Élysées.

Une masse relative certes, mais celle-ci ne peut qu'être atteinte par le renforcement des réserves parallèlement à une augmentation de la létalité du soldat (quantité et qualité), notamment par le « combat collaboratif et infovalorisé »¹³ possible dans le cadre de la numérisation accrue du champ de bataille.

Cette perspective pousse aussi les armées à s'intéresser de plus en plus à la réserve, afin d'augmenter la résilience de toute l'organisation. La première grande action politique fût de regrouper toutes les composantes de réserve des trois armées et de la Gendarmerie nationale sous une institution de coordination portant le nom de « Garde nationale. » L'augmentation des effectifs a été planifiée et est en cours. Les réflexions au niveau politique devraient aller encore plus loin en 2018 avec le projet du gouvernement qui s'intitule « service national universel, SNU. » Bien qu'il ne s'agisse pas nécessairement d'un service « militaire », l'engagement du gouvernement remet au goût du jour l'action de l'individu au profit de la communauté et ceci ne peut être que salué. Reste que les armées ne pourront pas porter l'essentiel de l'effort demandé, ou alors qu'avec une augmentation

concernant les engagements futurs : le « retour » de la guerre, la fin du « confort opératif » (l'adversaire pourra plus, voir la même chose que nous) et le fait que la quantité redevient une qualité. Voir EMAT : Action terrestre future. Paris, 2016.

¹³ Cette dernière est comprise comme le fait de « comprendre, décider et agir plus vite que l'ennemi » et sera rendu possible grâce à la mise en place d'un système unique d'information et de communication (SICS) au sein des GTIA. Voir Armée de Terre : « Scorpion », op. cit.

substantielle du budget de la défense (rappelons ici qu'une classe d'âge en France représente autour des 700'000 jeunes ; il faudrait en outre les équiper, les loger, les nourrir, les occuper et les engager, ce qui n'est pas une mince affaire).

Mais des besoins ô combien plus urgents se font ressentir, ce qui a pressé le gouvernement à prôner une « remontée en puissance » qui est saluée par les militaires et qui prendra la forme d'une hausse significative du budget de la défense. Le Président de la République française, Monsieur Emmanuel Macron, a en effet promis une hausse du budget dans la direction des 2% du PIB à l'échéance 2025. Cette augmentation, qui en chiffres absolus serait de l'ordre de 15 milliards d'euros, posera certains défis en termes de finances, mais aussi en termes de capacités industrielles et de ressources humaines (recrutement de spécialistes). Les experts s'accorderont : remontée en puissance il y aura, mais cela pourrait prendre plus de temps que l'on veut bien avouer.

Les spécificités des armées françaises

Bien que de nombreux généraux mettent en garde en permanence face à des moyens financiers qui baissent, du matériel qui vieillit et des missions qui s'accumulent, les forces armées françaises restent considérées comme très performantes. Ceci est reconnu au niveau international, si bien qu'on peut se demander si cela n'est pas paradoxal ?

En fait, il y a certaines raisons qui reviennent souvent dans les débats et qui pourraient expliquer « l'efficacité opérationnelle » et la « qualité du soldat français » dont il est souvent question. La capacité à combiner la rusticité à la haute technologie est par exemple perçue comme un atout au sein des forces armées françaises. Ceci est particulièrement vrai dans l'Armée de Terre ; les mauvaises langues diront que cela n'est que le résultat du manque de financement. Néanmoins on peut constater qu'on y met en œuvre des systèmes d'armes complexes comme le LRU ou le *Caesar*, tout en utilisant des armements plus simples, tels que les mortiers de 120mm sur affût à roues, les véhicules blindés de l'avant (VAB) ou les armes d'infanterie non-félinisées.¹⁴ Cet état de fait contribue fortement à la flexibilité d'emploi des forces et finalement à renforcer la résilience du système.

Les militaires français sont aussi bien connus pour leur contact facile avec les populations civiles en opérations. Ils se distinguent en principe par leur ouverture et cela permet d'instaurer la confiance chez leurs interlocuteurs. Évidemment, le respect de la proportionnalité et la bonne gestion en tout temps de l'effet des armes contribuent sensiblement à améliorer cette relation. D'ailleurs la notion de relation est essentielle pour le fonctionnement des armées, car l'heure est aux engagements interarmées, la plupart du temps au sein d'une coalition d'États

¹⁴ En référence au système de « Fantassin à Équipements et Liaisons Intégrés » ou « FELIN. » Voir Armée de Terre : « FELIN, » site internet, <https://www.defense.gouv.fr/terre/equipements/materiels-generiques/equipement/felin-fantassin-a-equipement-et-liaisons-integrees>, (consulté le 19.01.2018).

(« interallié »). La France possède une grande expérience dans la combinaison des moyens et elle tend à pousser ses forces armées vers « l'intégration » (volonté de dépasser le niveau « interarmées, » par une fusion des moyens de commandements et une rationalisation de l'emploi des forces), ce qui démontre la volonté d'engager la force d'une manière encore plus judicieuse.

Enfin dans le cas de la France il ne faut pas oublier une quatrième dimension : la constitution française confère au Président de la République une large flexibilité dans l'emploi de l'outil militaire et cela rapproche beaucoup les enjeux diplomatiques des enjeux militaires. La tentation d'intervenir à l'étranger est donc assez importante quand les intérêts de la France se trouvent menacés. Couplée à ses traditions militaires et d'action extérieure, cet « interventionnisme » à la française est qualifié de « culture expéditionnaire. » A ce facteur on peut ajouter celui de la « culture du risque, » qui est en effet valorisée à tous les échelons de commandement. Elle place en outre le chef au centre du processus de décision, « sacralise » quelque peu sa décision, mais permet également l'audace.

Le regard fixé vers l'avenir

En finalité, les armées françaises sont un outil de défense bien taillé, mais qui s'est malheureusement fragilisé après des vagues successives de restrictions budgétaires. Aujourd'hui ce mouvement a été stoppé, mais il aura quand

même fallu que le mal s'abatte à plusieurs reprises sur la France pour que les armées reprennent de l'importance dans le budget de l'Etat. L'institution militaire française regroupe de beaux exemples de prospective et de recherche & développement, assurément tournés vers l'avenir, mais ces derniers ont besoin de financement stable pour faire valoir tout leur potentiel.

La loi de programmation militaire 2019-2025, discutée actuellement, devra être un premier pas vers l'objectif affiché du Président de la République. Ce qui y sera décidé fera l'objet d'une critique détaillée des militaires et on ne peut qu'espérer pour eux qu'elle leur donnera les moyens de l'ambition politique. Pour que la France reste à l'avenir une des « grandes armées » d'Europe, si pas la plus grande, avec toutes les spécificités et les restrictions que cela comprend, mais au profit d'une Europe stable et qui prend sa défense en main.

N. P.

Le soleil dans le dos, une frégate légère furtive (FLF) de classe « La Fayette » dans le port de Toulon.

